

L'AFFRANCHI

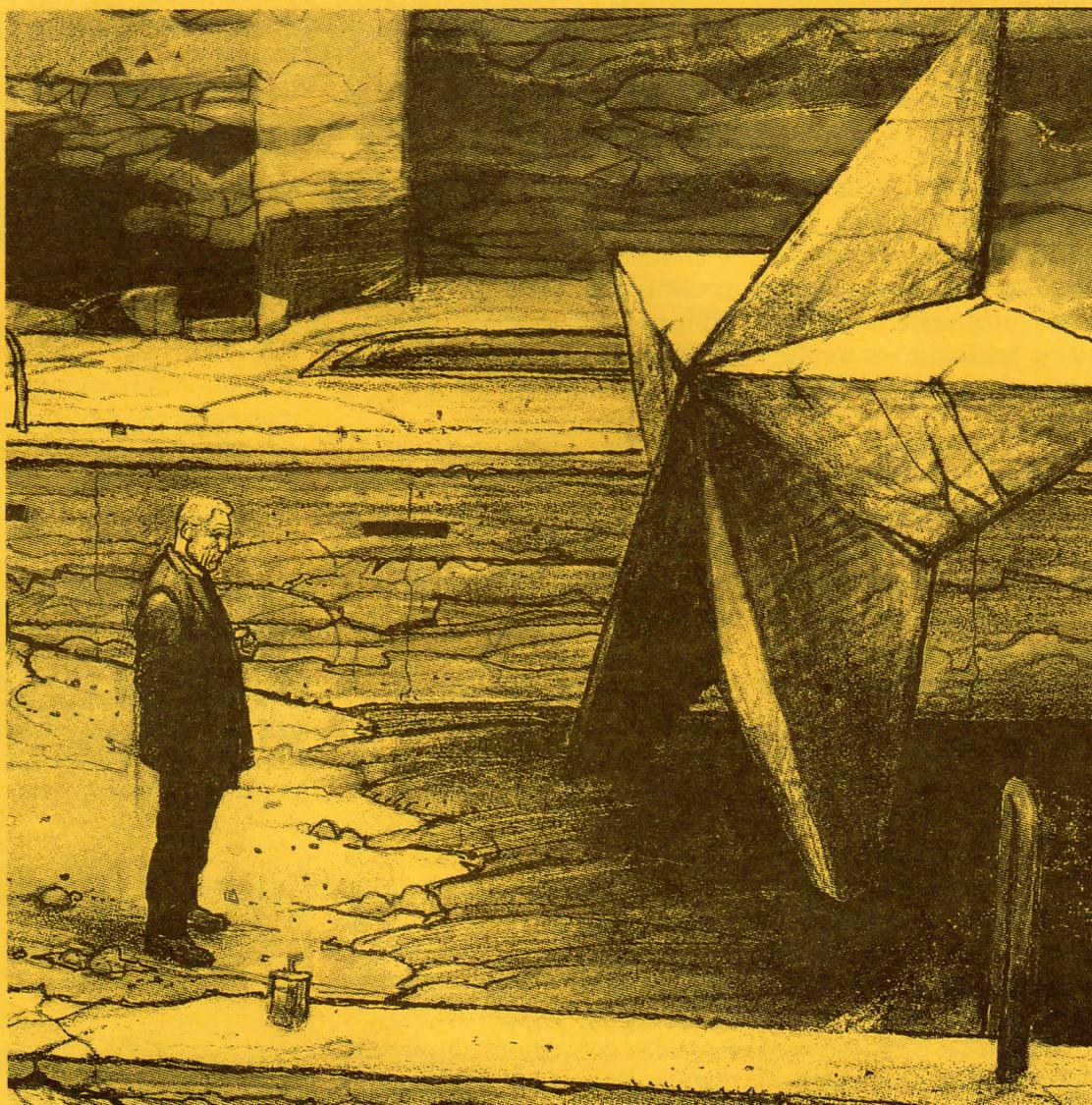
Périodique des Amis

de l'Association Internationale des Travailleurs

N° 1

Octobre / Novembre

1991



1991

La mort du communisme ?

Editorial

Réapprendre à penser après l'effondrement de l'URSS ne sera pas une sinécure. Le marxisme-léninisme a échoué sur tous les plans y compris sur celui de la fraternité entre les peuples. L'implosion du système a laissé les portes grandes ouvertes aux pires formes de chauvinisme. L'unité n'était qu'apparence, la réalité était couverte d'une chape de plomb.

Aujourd'hui les peuples de l'Est désirent se réapproprier leur destin. Mais ils sont ballottés par des "caudillos" et autres aventuriers qui, sous prétexte que le despotisme totalitaire est tombé, se proposent de restaurer les vieux despotismes.

Le «communisme» autoritaire n'était pas réformable. Et si la volonté de changement est souvent apparue comme venant d'une partie de la classe dirigeante, la pression de la population a été déterminante. De véritables révolutions se sont produites. Bien sûr le résultat, pour le moment, n'est pas celui dont nous avions rêvé, mais ces événements prouvent une fois de plus, si nécessaire, qu'une situation, même aussi verrouillée, peut être renversée grâce à la volonté des exploités.

L'expression de ces révolutions a été récupérée par des intérêts particuliers qui veulent promouvoir le capitalisme libéral que nous connaissons si bien ici. Comment en aurait-il pu être autrement quand on sait que, dans ces pays, le mouvement ouvrier avait été complètement démembré, qui plus est en son propre nom.

Quand on voit la guerre en Yougoslavie, ou la résurgence de groupes nazi dans l'ex-RDA, on constate que le nationalisme, le racisme, est resté tapi au sein du système stalinien, qui a souvent utilisé à son profit cette idéologie. Quand les instruments de pouvoir s'effondrent la lutte pour les remplacer s'intensifie en utilisant des créneaux traditionnels (race, religion...). Nous pensons que c'est dans cette logique que les événements de l'Est sont à situer.

Le capitalisme libéral voyait un magnifique marché s'ouvrir à lui, il jubilait d'avoir terrassé l'hydre communiste. Mais il a ouvert la boîte de pandore et voit surgir les problèmes non résolus et ceux que les «remèdes» mêmes qu'il apporte provoquent.

Les solutions de l'oncle Sam ou d'un Jacques Attali, c'est la casse généralisée du tissu industriel des pays de l'Est. C'est une des conditions impératives de leur «aide». Les licenciements massifs, la montée fulgurante du chômage, la marginalisation d'hommes et de femmes de régions entières amènent la rupture des liens de solidarité et favorisent la réémergence de la haine raciale, la recherche d'un bouc émissaire.

Un pareil tableau pourrait nous rendre définitivement désabusés, si nous ne constatons, ici ou là, la réapparition d'un mouvement syndicaliste ouvrier relativement important dans certaines régions de l'ex-URSS, ce qui est un signe de l'existence d'une auto-organisation de classe. Le fait qu'il existe des mouvements d'exploités qui s'organisent et luttent sur leur lieu de travail, constitue la meilleure parade

contre le développement de l'extrême-droite.

Les libertaires en général et les anarcho-syndicalistes en particulier, possèdent un certain nombre de valeurs et de principes susceptibles de favoriser et de maintenir une véritable autonomie du mouvement ouvrier vis-à-vis des démagogues de toute sorte. Le refus de la bureaucratie, l'autonomie des syndicats de base (fédéralisme), la rotation des tâches, la révocabilité des délégués et responsables, le respect des minorités... font partie de nos traditions.

L'Association internationale des travailleurs (AIT) popularise sur le plan international, dans la mesure de ses moyens, les luttes ouvrières qui vont dans le sens de l'auto-organisation et qui se revendiquent de la liberté et de

L'Affranchi

Périodique des Amis de l'AIT

Editeur responsable:

A. Bösiger

Pour toute correspondance:

*Réflexions Sociales**Case postale 213**1000 Lausanne 6***SUISSE**

ABONNEMENTS

5 numéros 15 F. (60FF)

Versements à

Bösiger A.**1227 Carouge****CCP 12-17661-5**

l'égalité.

Cependant nous sommes confrontés à un certain nombre de difficultés:

— la marginalisation de secteurs entiers de la population, dans de nombreux pays, entraîne une dispersion et un isolement des gens, auxquelles les formes d'organisation traditionnelles autour du monde du travail sont incapables d'apporter des perspectives;

— les syndicats officiels ont discrédité l'idée même de syndicat, les travailleurs sont déresponsabilisés et considèrent maintenant ces structures comme une sorte d'assurance à laquelle on fait recours en cas de besoin;

— l'exploitation partisane des mouvements sociaux, par différents partis décourage les meilleures volontés, bien des gens sont disposés à participer à une action ponctuelle, mais ils refusent l'idée même d'organisation;

— autogestion, action directe, libertaire, communiste, socialiste... tous ces mots ont perdu leur sens, tout est égal à tout. Aujourd'hui, même des politiciens professionnels «communistes», se déclarent «libertaires»...

— au sein de ce que l'on appelle le «mouvement libertaire», de mêmes appellations recouvrent des idées et des pratiques complètement différentes.

Dans la confusion générale,

entretenu à dessein par certains, il est temps, selon nous, de clarifier

d'illusions, nous resterons une minorité.



et d'expliciter ce que recouvrent réellement les mots et les sigles. C'est là, avec la popularisation des luttes qui ont lieu ici et ailleurs, le but principal de ce périodique.

Nous tenons à préciser que nous ne constituons pas encore une organisation, mais que nous pensons que l'AIT, telle qu'elle se (re)construit aujourd'hui dans le monde, devrait avoir aussi une section en Suisse.

Le «compromis historique» que nous connaissons depuis plus de 50 ans, avec la paix du travail, a produit une culture politique qui amorti continuellement les mouvements d'opposition. Tant que la majorité des travailleurs restera résignée à pratiquer la démerde individuelle. Tant que parmi ceux qui veulent être «solidaires» dominera l'idée qu'il suffit de signer, de voter ou de répondre aux consignes des bureaucrates et autres chefs de partis pour faire changer les choses, ne nous faisons pas

Nous adressons un appel à l'ensemble du mouvement libertaire de Suisse, «organisé» et «non-organisé» pour construire avec nous un pôle en rupture avec le consensus stérile. Il est temps de se libérer des tutelles de certains spécialistes, docteurs en stratégie et autres petits leaders qui maintiennent nos idéaux dans un carcan sectaire.

Nous appelons également les militants syndicaux actifs et tous ceux et celles qui luttent contre l'exploitation capitaliste, à mener un débat approfondi et constructif sur les thèmes suivants: auto-organisation, lutte contre la bureaucratie, autonomie des travailleurs, anti-étatisme, internationalisme...

Que ceux qui mènent en Suisse des luttes combattives, sans médiations étatiques, sur leur lieu de travail ou ailleurs, n'hésitent pas à nous donner des informations, nous feront en sorte de les populariser, par ce journal et auprès des sections de l'AIT.

Vive l'anarchie

La rédaction.

Coup d'état manqué en URSS: la Mort du communisme?

Parce que les nostalgiques du Parti tout puissant ont essayé, en vain, de reconquérir leur ancienne hégémonie, précipitant ainsi leur complète déconfiture, un sérieux coup d'accélérateur vient d'être donné en URSS et ailleurs aux partisans du capitalisme libéral.

Ces événements ont profondément perturbé les militants des partis frères, qui essaient maintenant, avec plus ou moins de bonheur, de se retourner, en changeant de couleur, en perdant complètement la mémoire, ou en serrant leurs rangs clairsemés... Leurs lamentables prestations ont été suffisamment couvertes par les médias pour qu'on s'y arrête ici.

Les partis socialistes eux-mêmes semblent aujourd'hui assis entre deux chaises. Par qui remplacer Marx se demandent maintenant les socialistes français, par Proudhon peut-être?¹ Voici un parti qui depuis dix ans sert officiellement le capitalisme français, qui de plus ne se revendiquait pas du «socialisme réalisé», et qui semble touché par sa disparition, au point de se rappeler que le socialisme français a des ancêtres présentables!

L'épidémie des douloureuses remises en questions devrait logiquement aussi toucher les trotskistes qui nous ont seriné, durant des années, que l'URSS avait une économie socialiste et qu'il suffirait d'une révolution politique pour renverser la bureaucratie et réinstaller le véritable socialisme. Or que pouvons-nous observer? Une révolution politique a bien lieu, au lendemain du coup d'état manqué, mais pour instaurer le capitalisme!

Le marxisme dans tous ces états

Sommes-nous simplistes? Sauf erreur, dans le modèle marxiste, les révolu-

tions quand elles ont lieu doivent nécessairement entraîner l'humanité vers les voies du progrès. La disparition de la propriété privée des moyens de productions était, pour beaucoup de marxistes, le progrès qui permettait de qualifier l'URSS de socialiste. Si nous appliquions à la lettre le matérialisme historique, nous serions entrain d'assister, avec la réintroduction de la propriété privée et du marché, à un sérieux retour en arrière de la roue de l'histoire. Pourtant les marxistes, léninistes, trotskistes ou autres, peuvent difficilement qualifier de contre-révolutionnaire, comme l'exigerait leur doctrine, le réveil de la vie publique dans les pays de l'est, ou les possibilités nouvelles pour les travailleurs de s'organiser et de s'exprimer... Il était vraiment dégénéré, l'Etat ouvrier!

Bien sûr, il y a encore quelques petits marioles, acrobates en dialectique, capables de prouver que la théorie marxiste s'applique même aux événements récents. Que l'expérience soviétique était une des variantes du despotisme asiatique, que la révolution bourgeoise vient de se produire, et que le développement du capitalisme à l'Est est le plus court chemin vers le socialisme².

Laissons là ceux pour qui la lecture de Marx s'apparente à celle des évangiles, et qui voient dans chaque événement un signe précurseur de la prophétie. Millénaristes, ils croient encore que le capitalisme accouchera de par ses propres contradictions d'une société socialiste! Voici bien un des arguments du marxisme qui n'est pas falsifiable, autant essayer de convaincre rationnellement un bigot de l'inexistence de Dieu.

Pour nous c'est bien un certain modèle déterministe, scientiste, economiciste qui doit être abandonné. Les anarchistes doivent perdre le complexe d'infériorité qu'ils ont depuis des années vis-

à-vis de la «science» socialiste dont Karl Marx fut le fondateur.

Notre idéal d'égalité n'est pas périmé

Il est frappant de voir combien de gens cultivés font l'amalgame entre l'idéal d'égalité et le régime dictatorial qui existait en URSS. Chez certains il s'agit véritablement de malhonnêteté intellectuelle.

Des «socialistes» ne craignent pas aujourd'hui de renier en bloc leurs anciennes amours, et de taper sur le clou du sens commun qui voudrait qu'égalité = communisme = bolchévisme = URSS = totalitarisme. Que penser d'un Alain Geismar qui déclare que *le communisme agonisant libère aujourd'hui une aspiration virulente à la liberté, sacrifiée pendant soixante-dix ans à l'utopie égalitariste...*³

Nous qui sommes communistes, communistes libertaires, nous ne pensons pas que la liberté puisse exister sans l'égalité. En paraphrasant Bakounine nous affirmons même que la liberté pour quelques-uns seulement ce n'est pas la liberté, et que tant qu'il y aura quelqu'un d'opprimé et d'exploité sur cette terre nous ne saurons être libres.

Ceci dit, il n'est peut-être pas inutile de rappeler que les libertaires ont refusé, dès son origine, l'idée marxiste qui voulait voir naître le socialisme d'un régime despotique.

S'emparer de l'autorité, de l'Etat, par les armes ou par les armes, a toujours été la principale préoccupation des marxistes de droite ou de gauche. Les anarchistes s'y sont toujours opposés.

Bakounine à son époque déjà s'opposait à l'idée de dictature du prolétariat prônée par *Marx et ses amis*, et il avait prévu plus de quarante ans avant la révolution russe la tournure qu'allait prendre les événements: *ils* (les

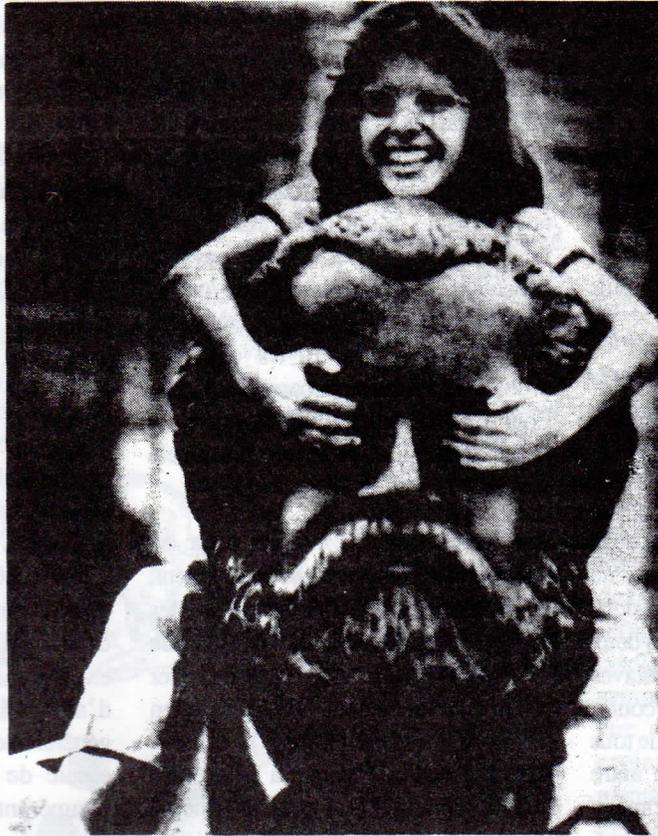
marxistes) concentreront tous les pouvoirs de gouvernement entre de fortes mains (...). Ils créeront une seule banque d'Etat, concentrant entre ses mains toute l'activité commerciale, industrielle, agricole et même scientifique, et ils diviseront la masse populaire en deux armées, armée industrielle et armée agricole, sous le commandement direct des ingénieurs d'Etat qui constitueront la nouvelle classe politico-scientifique privilégiée.

Répondant aux socialistes autoritaires qui jugeaient utopique la volonté des anarchistes d'abolir les gouvernements, Errico Malatesta répliquait quant à lui: *il n'est pas vrai qu'en changeant les conditions sociales, le gouvernement changerait de nature et de fonction. (...) Un gouvernement (...) constitue déjà une classe privilégiée et séparée du peuple. (...) Quelle oligarchie omnipotente, oppressive, absorbante, serait donc celle qui aurait à sa charge, c'est-à-dire à sa disposition, tout le capital social, tous les services publics, depuis d'alimentation jusqu'à la fabrication des allumettes, depuis les universités jusqu'aux théâtres d'opérettes!!! (...) Il résulte de tout ce que nous avons dit que l'existence d'un gouvernement, même si c'était - d'après notre hypothèse - le gouvernement idéal des socialistes autoritaires, loin de donner une augmentation des forces productives, organisatrices et protectrices de la société, les amoindrirait immensément, en restreignant l'initiative à quelques-uns et en donnant à ces quelques-uns le droit de tout faire, sans pouvoir, naturellement, leur donner le don de tout savoir.⁴*

Est-ce une banalité que de dire que les penseurs anarchistes mériteraient d'être mieux connus, discutés et confrontés aux réalités actuelles?

L'idée du communisme, c'est-à-dire celle de l'égalité, à été prise en otage depuis plus de 70 ans par un régime

despotique, qui a commis, en son nom, des crimes abominables. Mais paradoxalement, la «disparition du com-



rique. Nous ne devons pas craindre de nous confronter aux grandes questions auxquelles devra faire face le mouvement ouvrier pour se reconstruire.

Comment fonctionnera la société communiste-libertaire? Quelle conception avoir de la démocratie? Qu'est-ce que le syndicalisme aujourd'hui? L'internationale? La révolution?... Autant de questions à débroussailler, à approfondir sans dogmatisme ou idées préconçues, maintenant que la langue de bois et les slogans creux du matérialisme dialectique ont perdu de leur force.

Reste à savoir pourquoi une doctrine comme celle de Marx, compliquée dans sa formulation, souvent rébarbative, ambiguë dans ses raisonnements, est parvenue à séduire tant de monde. La question reste ouverte.

Ariane 16 septembre 1991

NOTES:

¹ C'est ce qu'on peut lire, entre autre, dans l'avant-projet présenté à la presse en vue du prochain congrès du parti socialiste français, pour en savoir plus se référer au «Monde» du 10.9.91, p.8.

² C'est grosso modo la thèse que défend dans «le Monde» du 7.9.91 un certain Louis Janover, collaborateur pour l'édition des oeuvres de Marx à «la Pléiade».

³ Le Monde 30.8.91 p.8. Alain. Geismar, ancien leader maoïste en mai 68 (Gauche prolétarienne), aujourd'hui membre du PS, est chargé de mission auprès du ministre de l'éducation nationale.

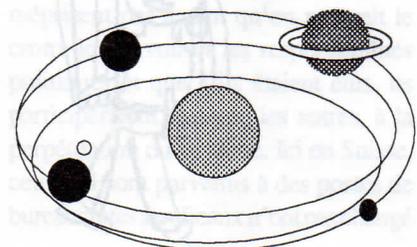
⁴ Errico Malatesta, *L'Anarchie*, Paris, 1907.

munisme» d'URSS, libère l'idée même de communisme, qu'il va falloir réexpliquer, redéfinir, reformuler.

Le capitalisme libéral n'a plus aujourd'hui de repoussoir à brandir, il est face à lui-même. Son projet d'offrir le bien-être à chacun dans un système inégalitaire a de fait échoué. L'enrichissement des riches n'a pas entraîné celui des pauvres. De désastres sociaux en catastrophes écologiques, il continue son chemin vers la barbarie.

Qui mieux que le mouvement libertaire peut aujourd'hui essayer de reformuler un projet social cohérent. Nous avons l'idéal, les penseurs qui nous ont précédés. Comme anarcho-syndicalistes nous avons, avec l'AIT, une internationale certes encore faible, mais qui offre un modèle d'organisation et qui dispose d'expériences accumulées à faire partager.

Si c'est avant tout par nos luttes que nous nous ferons connaître, nous ne devons pas sous-estimer l'analyse théo-



Suisse: quoi de neuf?

Si vous posez la question aux travailleurs dans les usines ou sur les chantiers, ils vous parleront sans doute des licenciements qui se multiplient depuis quelques temps et du chômage qui augmente (les chômeurs sont aujourd'hui deux fois et demi plus nombreux qu'il y a un an).

Si vous posez la question à des immigrés yougoslaves, ils vous diront leur angoisse de voir qu'au moment où la guerre civile fait rage chez eux, le Conseil fédéral décide de faire passer leur pays dans le «troisième cercle» de recrutement de la main-d'oeuvre, parce que ce pays ne respecte pas les droits de l'homme (sic!). Ce qui veut dire en clair, que d'ici deux ou trois ans, les saisonniers yougoslaves ou autres détenteurs de permis de courte durée ne pourront plus venir, et que tous ceux qui pour une raison ou un autre perdront leur permis de séjour (chômage pour les permis B, séjour de plus de 6 mois hors de Suisse, etc.) trouveront les portes de ce pays définitivement close. Les Yougoslaves constituent, avec

180'869 personnes à fin avril 91, dont 120'132 actifs, la seconde communauté étrangère de Suisse. Pourtant l'attitude du Conseil fédéral ne doit pas surprendre, nos ministres n'ont pas d'état d'âme. Les Yougoslaves ont servi ce pays en exécutant des «basses besognes» que les Suisses ne veulent plus faire, très bien. Mais maintenant qu'ils ont des problèmes, il faut se débarrasser d'eux. Pour les décideurs, l'immigration est une marchandise, on se sert là où cela arrange.

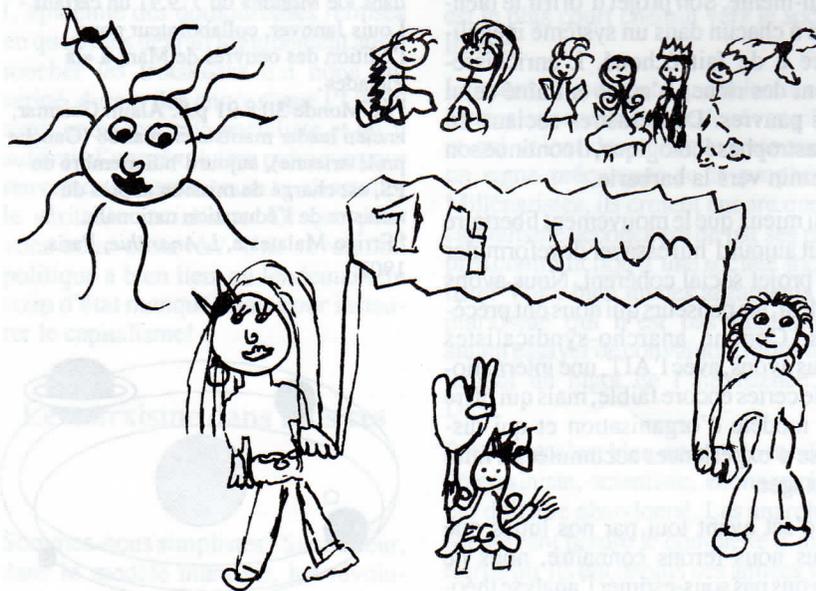
Le Conseil fédéral met en place sa politique des trois cercles de recrutement, le premier cercle est constitué par les ressortissants des pays de la CEE et de l'AELE. Dans cet espace on doit arriver progressivement à la libre-circulation des personnes. Par ce biais le Conseil fédéral prépare le terrain à l'entrée au marché commun. En coupant l'herbe sous les pieds des xénophobes, il lui sera plus facile, le moment venu, de s'opposer aux seuls protectionnistes (agriculteurs...) et écologistes.

Le deuxième cercle touche les Etats-Unis, le Canada, L'Australie, la Nouvelle-Zélande et certains pays de l'Est. La Yougoslavie vient donc d'en être exclue. Là on se servira avant tout de main-d'oeuvre qualifiée en fonction des besoins. Dans le troisième cercle dit extérieur, on ne recrutera pas sauf exception.

Nous sommes en période électorale et la démagogie bat son plein. Les étrangers, en particulier les demandeurs d'asile, servent encore une fois de bouc émissaire. La section zurichoise de l'Union Démocratique du Centre, parti gouvernemental, propose, par le moyen de l'initiative populaire, une loi extrêmement restrictive sur le droit d'asile. Le vieux parti agrarien, généralement considéré comme modéré, essaie de se refaire une beauté en récupérant l'électorat de l'extrême-droite; quant aux deux candidats de l'entente bourgeoise vaudoise ils envisagent simplement, dans une lettre «personnelle» adressée aux électeurs potentiels, de suspendre l'actuelle loi sur l'asile; ça pue.

A propos des élections

Il n'est peut-être pas inutile de rappeler ici les raisons de notre abstention. Nous n'avons pas participé au vote, ni comme candidats, ni comme électeurs, parce que nous refusons cette forme de délégation de pouvoir. Les élus du peuple ne représentent qu'eux-même, ils défendent d'une manière ou d'une autre leurs intérêts, ou ceux des puissants. Un grand nombre de conseillers nationaux sont membres des conseils d'administration des grandes entreprises de ce pays. Pour être élu, mieux vaut



avoir de sérieux appuis financiers: une campagne efficace coûte cher. Ensuite, il ne reste plus qu'à défendre les intérêts des généreux donateurs... En regardant la fin de la précédente législature on peut se faire une idée de comment vont les choses.

Les chambres fédérales sont réputées pour leur lenteur, elles planchent depuis



1945 sur la concrétisation de l'assurance maternité, sans trouver de solution. Mais quand il s'agit de faire des cadeaux aux banques, aux entreprises ou à soi-même les choses vont très vite. Il a suffi de quelque jours aux parlementaires pour supprimer le droit de timbre sur les opérations bancaires: 420 millions de recettes en moins pour la Confédération qui présente pour l'an prochain un budget avec un trou de 2 milliards. Les cochons de payeurs que nous sommes vont passer à la caisse... En passant on a offert une prime de 60 millions aux entreprises suisses qui fusionnent ou se divisent. Et pour faire bonne mesure, nos parlementaires bénévoles ont décidé de s'octroyer 50'000 francs par an contre 30'000 auparavant pour leurs menus frais, plus 400 francs d'indemnité journalière, plus 30'000 francs pour le collaborateur personnel auquel chacun(e) aura droit. Décidément le

bénévolat a du bon!

Mais direz-vous, ils ne sont pas tous comme ça, les socialistes ont protesté contre la suppression du droit de timbre, ils ont même décidé de lancer un référendum avec les syndicats contre ce «putsch financier».

D'abord les socialistes se disent eux-mêmes «conscients de la nécessité de défendre la place financière suisse» mais ils voulaient quelques compensations en échange de la suppression du droit de timbre. S'ils veulent conserver leurs électeurs, il leur faut bien continuer à glaner des miettes pour la politique sociale et les salaires des fonctionnaires. D'ailleurs, on est en droit de se demander s'ils auront plus de succès, avec ce référendum sur le droit de timbre, qu'en 1984 avec la votation sur le secret bancaire¹.

Les socialistes jouent un rôle bien précis en Suisse, celui de favoriser la paix sociale et le consensus. Un peu de contestation et quelques coups de gueule leur permettent de rester attractifs. Mais dès qu'on en vient aux choses sérieuses, ils rentrent dans le rang de la collégialité et depuis leurs strapontins dans les municipalités, les gouvernement cantonaux, ou au Conseil fédéral, ils font le sale boulot que les bourgeois leur laisse.

Un jour peut-être seront-ils amenés à pratiquer l'alternance avec la droite, mais quand on voit les résultats que cela a donné en France depuis 1981 ou en Suède depuis 1932 (voir article p. 10), on est obligé de reconnaître, en toute objectivité, qu'ils ne sont pas bien différents de leurs rivaux.

La politique n'est jamais en faveur des travailleurs.

Nous refusons aussi de voter pour les «nouveaux alternatifs» qui refleurissent à chaque échéance électorale et qui prétendent que les élections et les parlements sont des tribunes à partir desquelles il est aisé de faire de la propagande pour défendre des idées révolutionnaires.

Les sectes gauchistes pratiquent un sport subtil et détestable, celui du double discours. Elles demandent au simple pékin de voter pour leurs candidats parce qu'ils ont des idées généreuses: contre l'armée, pour l'écologie, pour la défense des travailleurs, des femmes, des réfugiés, du tiers-monde, etc. Dans leurs cercles plus restreints, auprès de leurs sympathisants, leurs leaders affirment être de vrais révolutionnaires qui ne croient pas au «crétinisme parlementaire», mais comme le peuple est idiot, aliéné, il n'y a pas d'autres remèdes que de participer à la «farce électorale» pour se faire entendre.

Il y a là un sacré paradoxe: peut-on élever la conscience des gens si on les prend pour des imbéciles, si on les mystifie volontairement en les appelant à participer à un système que l'on dénigre? Cette attitude témoigne d'un élitisme revendiqué et d'un profond mépris pour les autres; mais pour les militants de ces groupes, elle offre la satisfaction d'appartenir à l'«avant-garde».

Nous pensons que les «alternatifs» et autres militants d'extrême-gauche ne méprisent pas autant qu'on pourrait le croire le pouvoir et les responsabilités politiques et que s'ils étaient élus, ils participeraient, comme les autres, à la perpétuation du système. Ici en Suisse, ceux qui sont parvenus à des postes de bureaucrates syndicaux n'ont pas changé

les structures et les pratiques des syndicats. Et on a froid dans le dos quand on écoute un Daniel Cohn-Bendit exposer sa real-politique sur l'immigration, ou déclarer que l'Etat finira par régler le problème causé par les nazi en Allemagne aujourd'hui².

L'affaire des fiches et la grève des femmes

L'affaire des fiches est à notre avis un bon exemple de la façon dont les «avant-gardes» auto-proclamées traitent les mouvements sociaux. Aux dernières nouvelles, l'initiative populaire pour une Suisse sans police fouineuse a abouti. Dans quelques années nous pourrons enfin interdire quelque chose qui n'a jamais été autorisé³. Peut-être même que ce vote sera l'occasion de créer une police politique légale celle-ci! La loi sur la sécurité de l'Etat, dont l'avant-projet a été présenté par Arnold Koller, le chef du Département fédéral de justice et police, pourrait bien constituer la parade de l'Etat contre les entraves légales à sa toute-puissance. Cette loi limiterait les investigations de la police fédérale «aux tentatives de renverser l'ordre étatique par la violence, aux menées terroristes, etc.» En fait, comme dans toute loi, une importante marge d'interprétation sera laissée à l'Etat, qui dans cette affaire est en même temps juge et partie...

Pour nous le problème principal est ailleurs. A la suite du scandale des fiches une vive émotion s'était emparée d'une partie importante de la population. Rappelons-nous que 350'000 personnes ont demandé, dans les délais, de pouvoir consulter leur fiche. A-t-on oublié les 35'000 personnes qui ont manifesté à Berne le 3 mars 1990. Il aurait été possible, par exemple, d'organiser des manifestations dans tous les cantons, afin d'exiger des polices cantonales

qu'elles ouvrent leurs archives aux fichés. Mais en poursuivant la mobilisation, les diverses «avant-gardes» couraient le risque de voir le mouvement leur échapper des mains. Il était tellement plus facile de conseiller chacun, individuellement, sur la voie à suivre pour consulter des fiches caviardées, sur les recours possibles, etc.

Et puis l'initiative populaire, même dans les cas absurdes comme ici, est un excellent moyen d'occuper les militants et sympathisants. On peut même dire qu'elle joue rôle «éducatif» de premier plan. Les citoyens intègrent, grâce à elle, de «bonnes manières» politiques aussi civilisées qu'inefficaces.

Toute la gauche pratique, avec bien sûr des nuances, une stratégie que l'on peut résumer ainsi. Dans un premier temps on organise une mobilisation de «masse», on fait descendre les gens dans la rue, mais ponctuellement, ensuite on rentabilise, pour son parti⁴, l'effet provoqué.

Question à quatre sous: qui a le mieux su rentabiliser la grève des femmes? Réponse: le Parti socialiste à Genève et à Fribourg, avec ses listes de femmes, à côté des listes de mecs. Après Pampers, ils(elles) viennent de comprendre que l'on vend plus, si l'on occupe deux fois plus de place sur les rayons de la foire électorale.

Trêve de plaisanterie, il est révoltant que les nombreuses femmes qui ont fait grève le 14 juin au risque parfois de perdre leur emploi, se voient proposer d'envoyer des femmes à Berne comme seule perspective.

Tant que les mouvements sociaux ne se doteront pas de structures vraiment indépendantes des partis, de l'Etat, ou des bureaucraties syndicales ils seront condamnés à l'échec. En fait, c'est toute une «culture politique» dont il faut se débarrasser. C'est un travail de longue haleine, il n'y a pas de solutions toutes

faites. A la différence des politiciens nous ne prétendons pas pouvoir résoudre vos problèmes, nous proposons seulement de réfléchir aux possibilités de faire un bout de chemin en luttant ensemble.

Errico Bonnetête

NOTES:

¹ Avec un matraquage publicitaire fait de slogans tels que «voulons-nous renoncer à notre sphère privée?» ou «voulons-nous tuer la poule aux oeufs d'or?», les banquiers étaient parvenus, à l'époque, à balayer, avec 73% de non, l'initiative populaire du parti socialiste «contre l'abus du secret bancaire et de la puissance des banques». Ce qui a permis accessoirement aux dictateurs du monde entier et autres blanchisseurs d'argent sale de continuer à planquer du fric ici. Gageons que les «créatifs» de la publicité que les banquiers vont s'offrir à grand frais, si le référendum abouti, sauront une fois encore convaincre le «peuple suisse» de la nécessité de défendre «ses» banques.

² Interview réalisée par «Der Spiegel» repris par «Courrier international» no 44, 5-11 sept 1991. On aurait préféré ne pas devoir lui rappeler que ce problème a déjà été réglé une fois par l'Etat allemand en 1933.

³ Comme le disait le professeur de droit Philippe Bois récemment décédé «lancer une initiative populaire pour supprimer quelque chose qui n'a pas de base légale, c'est reconnaître sa légalité!» «24 heures», 22 mai 90.

⁴ Le POP(PdT) pratique cet art avec ardeur, ce parti n'a pas hésité, dans sa campagne électorale, à s'attribuer tous ceux qui ont voté contre l'armée ou contre la TVA! Pourquoi se priver, quand on peut instrumentaliser les autres? Il faut dire que question démagogie et mensonge, ses dirigeants en connaissent un bout, cet été ils criaient bien sur les toits qu'ils n'avaient aucune parenté avec le parti communiste d'URSS!

Transports publics lausannois

La liberté d'expression s'arrête aux portes de l'entreprise.

Le 2 juin inauguration en fanfare du nouveau tram-métro lausannois le TSOL. Le 10 juillet un garçon de 11 ans est tué en traversant la voie, une jeune fille est également blessée. C'est le second accident grave en moins de 40 jours d'utilisation. Le 26 juin un accident impliquant un automobiliste avait déjà eu lieu. Ce qui c'est passé n'est pas seulement dû à la fatalité, la conception du tram qui a été réalisé en compressant au maximum le budget est aussi en cause. Le tram n'est pas en site propre, il croise 17 fois des routes, dans la plupart des stations les passagers sont invités à traverser les voies pour rejoindre les quais. Comme cela a été dit et redit dans la presse, tout cela est conforme aux prescriptions fédérales en matière de transports public urbain. Pourtant, selon un conducteur, les accidents évités de justesse sont quotidiens (« 24 Heures », 12 juillet 91).

Après l'accident du 10 juillet, la section syndicale du personnel roulant des transports publics lausannois déclare, dans un communiqué de presse, que les responsables ont minimisé les problèmes de sécurité. Cette prise de position ne plaît pas du tout à la direction, qui menace le

comité du syndicat, et interdit à son président de s'exprimer dorénavant dans la presse.

Les responsables de l'entreprise semblent pourtant reconnaître les insuffisances de la sécurité, puisque le surlendemain il n'était plus possible de traverser les



voies là où l'accident avait eu lieu, et que dans les jours suivants, plusieurs passages à niveaux avec barrières ont été installés.

Le message transmis aux travailleurs via le syndicat est le suivant: au nom de l'intérêt supérieur de l'entreprise, de son image de marque, on n'a pas le droit de mettre en question les

choix faits par les décideurs. Le devoir du travailleur est d'obéir aux ordres, pas de critiquer. Par contre, en cas de problèmes, d'accidents, on lui demande souvent d'assumer une partie (voire la totalité) des responsabilités.

Dans ce pays si démocratique, la simple liberté d'expression n'existe pas à l'intérieur des entreprises, même pas pour les responsables syndicaux. Quand aux simples travailleurs, la télévision nous a habitué à les voir dénoncer des conditions de travail inacceptables son et images brouillées afin qu'on ne puissent les reconnaître!

Les travailleurs et les usagers devront sérieusement se mobiliser, s'organiser et se défendre pour connaître un jour, ici aussi, la glasnost.

A.M.



SYNDICALISME LIBERTAIRE

LA FIN DU MODELE SUEDOIS ?

Cet article reprend en partie et approfondi un précédent texte intitulé Introduction à un débat sur le réformisme libertaire - La SAC hier et aujourd'hui...¹ Faisant partie de ceux qui souhaitent voir le mouvement ouvrier renouer avec la tradition libertaire, nous avons pensé qu'il était utile de faire connaître les différentes expériences des organisations ouvrières qui s'en réclament. C'est le cas de la SAC (Sveriges Arbetares Centralorganisation - Organisation centrale des travailleurs suédois). Cette organisation essaie actuellement de nouer de nouveaux contacts internationaux. Il n'est sans doute pas inutile de mettre des informations, même anciennes et incomplètes, à disposition de ceux qui sont susceptibles de rencontrer ses représentants. Ils pourront ainsi leur poser les bonnes questions et approfondir le débat sur ce que devrait être, pourrait être, l'anarcho-syndicalisme aujourd'hui.

Depuis les élections législatives du 15 septembre dernier, qui ont entraîné la démission du gouvernement social-démocrate de M. Ingvar Carlsson; c'est le conservateur Carl Bildt qui, sur fond de crise, va présider aux destinées de la Suède.

Selon les experts, le produit national brut reculera cette année de près de 1% et la reprise attendue pour 1992 sera bien faible. Quand au taux de chômage, il atteint déjà 3,2% et il devrait monter à 5% ou 6% à la fin de l'année prochaine.

C'est la fin d'une époque, celle du «modèle suédois» mis en place par les sociaux-démocrates qui, à l'exception de brèves interruptions, ont gouverné ce pays depuis 1932.

Les impôts vont baisser, les partis de droite l'ont promis, mais par voie de conséquences aussi la haute protection sociale qui a fait la célébrité du «socialisme à la suédoise».

Ce que peu de gens savent, c'est que dans son ombre s'est maintenu jusqu'à nos jours un autre «modèle», celui du socialisme libertaire à la suédoise.

La SAC a actuellement environ 13'000 membres dont 3'000 retraités, selon ses propres

sources. Contrairement à ce que l'on pourrait croire, c'est un bien petit syndicat pour la Suède, pays dont le taux de syndicalisation le plus élevé du monde: 85,3% (Suisse 26%, France 12%)².

Les Amis de l'AIT

Nous allons donner ici un rapide panorama du syndicalisme suédois. Il y a d'abord la centrale syndicale LO, liée aux sociaux-démocrates, qui est pratiquement hégémonique parmi les ouvriers avec près de deux millions d'adhérents. Elle est suivie par la TCO qui regroupe entre 600 et 700'000 employés et fonctionnaires, par la SACO qui compte environ 110'000 travailleurs intellectuels, et par la SR formée par 20'000 cadres administratifs supérieurs de l'Etat³.

Dans ses dernières *perspectives de l'emploi*, l'OCDE nous explique que le sens du mot syndicalisation diffère selon les pays. Dans les pays où le taux d'adhésion est faible, se syndiquer constitue un engagement volontaire. Par contre, dans les pays où ce taux est élevé, on se syndique avant tout pour bénéficier de certaines prestations sociales. C'est le cas en Suède où l'adhésion à une caisse de chômage passe par le syndicat.

C'est précisément à propos d'une histoire de caisse de chômage subventionnée par l'Etat qu'historiquement la SAC s'est séparée, en 1958, de l'internationale (AIT) dont nous nous revendiquons.

Cette vieille querelle de famille mérite d'être connue parce qu'elle permet de comprendre pourquoi il existe actuellement deux traditions différentes qui se revendiquent de l'anarcho-syndicalisme.

Un peu d'histoire

Fondée en 1910, la SAC a participé en 1923 à la fondation de l'AIT. A cette époque, la SAC, bien que minoritaire, avait plus de poids qu'aujourd'hui. (37'000 membres en 1924). Dans les années 20 et au début des années 30, le mouvement ouvrier suédois était très combatif, les grèves étaient nombreuses et la SAC avait une pratique syndicaliste révolutionnaire d'action directe.

Mais progressivement, comme le reste de l'Europe, la Suède s'est vue peu à peu confrontée à l'idéologie qui a constitué une des bases du fascisme, celle qui prétend que les patrons et les ouvriers d'un même pays ont les

mêmes intérêts.

En 1938, les dirigeants de la centrale LO et le syndicat patronal SAF s'accordent à penser que les grèves et les lock-outs représentent un gaspillage de la richesse nationale, et qu'ils vaut mieux s'efforcer de se mettre d'accord sur les rythmes de développement de la production et de l'augmentation des salaires⁴. Ils signent un pacte de paix du travail, la convention de Saltsjöbaden qui prévoit l'interdiction de la grève et du lock-out pendant toute la période de validité d'une convention collective. Un organisme paritaire central de négociation est mis en place.

Comme le signalait récemment un journaliste du «Monde» cette grande négociation centralisée est l'une des clés du «modèle suédois». Chaque année, le niveau des salaires est fixé en fonction des besoins du secteur exportateur (...). Ce système a une vertu: la négociation forcée «associe le capital et le travail», en introduisant un «consensus». Toute la Suède, y compris ses fonctionnaires, vit ainsi au rythme impératif des exportations. Mais il est aussi «restructurant» (...). La centralisation des négociations oblige en effet toutes les entreprises à verser le même salaire pour le même travail. La PME paie autant que Volvo⁵.

Ce système a pu s'imposer et se maintenir parce l'économie suédoise a bénéficié d'une situation particulièrement favorable. Epargnée par la guerre, son industrie de haute technicité est parvenue pendant longtemps à s'imposer sur le marché mondial.

La baisse de la conjoncture

internationale, la concurrence japonaise, le marché unique européen qui se construit pour l'instant sans elle, changent aujourd'hui les données du problème.

Revenons un peu en arrière. En échange des garanties offertes par la paix sociale, le patronat suédois va faire des concessions au syndicat majoritaire en acceptant d'entrer

d'atteindre la meilleure production possible; - b) d'informer le personnel des conditions économiques et techniques de l'entreprise, et des résultats obtenus par elle; - c) d'agir en vue d'assurer aux ouvriers la stabilité de leur emploi, l'hygiène et la sécurité dans leur travail, et d'éliminer les causes de mécontentement; - d) d'encourager au sein de l'entreprise l'instruction professionnelle; - e) d'une manière générale, d'assurer à l'entreprise de bonnes conditions de travail et de production»⁶.

Seule la LO participe aux grandes négociations centralisées. La SAC en est exclue. Comme elle sera exclue au départ des comités d'entreprise. Les délégués à ces comités étant élus uniquement par les adhérents des fédérations de LO. Pourtant la SAC va faire de la démocratie

industrielle son cheval de bataille.

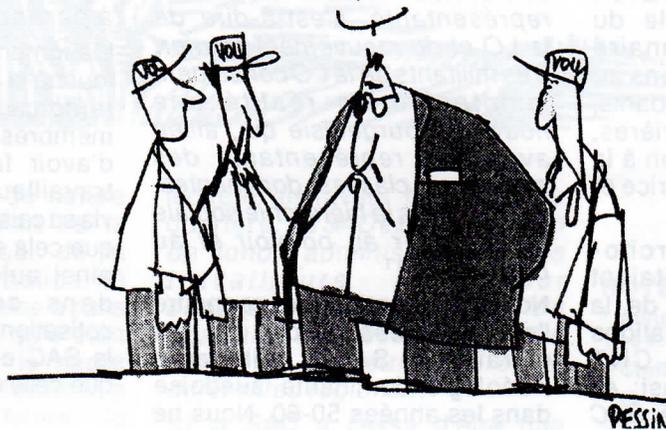
Dans sa déclaration de principe adoptée en 1952 on peut lire: l'ordre de production anarcho-syndicaliste est la réalisation totale de la démocratie industrielle, et la SAC (...) s'efforce d'introduire l'influence ouvrière dans les entreprises privées, municipales, étatiques...⁷

L'idée (c'est) de transmettre le pouvoir économique pas à pas des actionnaires aux hommes producteurs.⁸

La SAC renonce explicitement à l'idée de révolution: il n'est pas question d'«abattre» ou de «détruire» tel ou tel système (...). Nous avons complètement renoncé à la «baguette magique» de la révolution...⁹

Le raisonnement d'un dirigeant de la SAC comme Evert Arvidsson était grosso modo le suivant: les progrès techniques produisent

ON VA ESSAYER LE SOCIALISME
À LA JAPONAISE.



en matière sur une de ses vieilles revendications: la démocratie industrielle, c'est-à-dire la participation ouvrière à la gestion des entreprises.

1946 - Le début des comités d'entreprise

En 1946, un nouvel accord, «la convention de collaboration» est signé entre LO et la SAF. Le point principal de cette convention est la mise en place de comités d'entreprises formés par des représentants des travailleurs et des représentants de la direction de l'entreprise.

L'article III de la Convention de collaboration définit leur rôle: «le comité d'entreprise est un organe d'information et de consultation; il a pour mission (...): a) d'établir une collaboration constante entre l'employeur et le personnel, afin

une élévation générale du niveau de vie. Les événements révolutionnaires ont engendré des sociétés totalitaires dans lesquelles n'existent aucun droits syndicaux. Si nous voulons continuer à faire du syndicalisme nous avons donc intérêt à accepter la société telle qu'elle est. On pourra changer les choses, petit à petit à partir de la «base», en favorisant la «démocratisation» des entreprises capitalistes ou en participant à la politique locale.

Tout cela n'avait plus rien à voir avec l'idée traditionnelle du syndicalisme révolutionnaire pour qui l'auto-organisations au sein de syndicats indépendants, les grèves, les luttes ouvrières, constituent une préparation à la grève générale expropriatrice et à l'autogestion.

Dès 1955, les anarcho-syndicalistes français étaient conscients de l'évolution de la SAC. Le secrétariat aux relations internationales de la CNT française s'exprimait ainsi: *en proposant la cogestion la SAC admet implicitement l'installation définitive du mouvement syndical - y compris «libertaire» - dans l'édifice capitaliste. (...) admettre d'administrer les biens des propriétaires en leur compagnie, pour eux et au nom des travailleurs, c'est reconnaître leur légitimité et se convertir en une sorte de majordome (...). Avec*

*la cogestion, l'aristocratie syndicale composée de militants rétribués se verrait enrichie de ces super-cadres que seraient les représentants syndicaux au sein des entreprises...*¹⁰

La prédiction s'est avérée exacte. Lorsque l'on demande à Jan Myrdal, un écrivain suédois d'extrême-gauche, si grâce aux nouvelles lois votées en 1976 le pouvoir économique glisse des mains des patrons dans celles des salariés, voici ce qu'il répond: *pas entre les mains des salariés, entre les mains de leurs représentants, c'est-à-dire de la LO et du mouvement ouvrier. Ces militants de la LO constituent maintenant en réalité une nouvelle bourgeoisie qui, alliée avec des représentants des anciennes classes dominantes, s'élève dans la hiérarchie sociale pour arriver au pouvoir et au bien-être...*¹¹

Nous ne prétendons pas connaître l'ensemble des raisons qui ont entraîné la SAC à adhérer à l'idéologie dominante suédoise dans les années 50-60. Nous ne pouvons que donner ici quelques éléments non exhaustifs.

La caisse de chômage

Dès 1940, les syndicats de la LO ont commencé, branche après branche, à mettre en place des caisses de chômage subven-

tionnées par l'Etat. Les ouvriers non syndiqués à LO pouvaient s'affilier à ces caisses, mais les bureaucrates de LO faisaient, paraît-il, des difficultés à des membres de la SAC qui en faisaient la demande. C'est officiellement la raison qui a poussé la SAC à monter sa propre caisse.

*Les autorités se montrèrent très compréhensives (sic). La SAC reçut non seulement la subvention normale de l'Etat - en moyenne 55% - mais aussi un capital de départ de 300'000 couronnes. La caisse commença à fonctionner à partir du 1er janvier 1954.*¹²

L'augmentation du chômage qui toucha la Suède au début de 1958 renforça, chez la majorité des membres de la SAC, la conviction d'avoir fait le bon choix. Des travailleurs intégrèrent la SAC via sa caisse de chômage. Il semble que cela se passe encore souvent ainsi aujourd'hui, d'autant que dans certains secteurs la cotisation à la caisse chômage de la SAC est un peu moins élevée que celle des caisses de LO.

Les raisons d'un virage

La SAC a donc choisi de rompre avec le principe libertaire d'indépendance vis-à-vis de l'Etat. Elle a choisi de sauver la structure de son organisation plutôt que ses principes.

Personne ne peut réécrire l'histoire et dire ce qu'il serait advenu si la SAC avait fait un autre choix. Toutefois nous ne pensons pas qu'il faille uniquement attribuer à des éléments extérieurs son assimilation au consensus suédois. Pour nous un élément interne a dû jouer un rôle important. Le fait que la SAC avait (et a toujours) des permanents payés, pourrait expliquer



beaucoup de choses. Toute bureaucratie essaie de préserver ses structures, même au détriment des finalités pour lesquelles elle a été mise en place; celle de la SAC n'a sûrement pas fait exception à la règle, elle a préféré assurer sa survie plutôt que de conserver l'indépendance de son organisation.

d'illusion: *sans laisser de côté la revendication nécessaire de salaires décents, la SAC soutient qu'il est prioritaire d'obtenir une influence toujours plus importante dans le processus de production et dans les relations de travail* ¹⁴.

Encore récemment elle s'adressait à l'Etat pour qu'il

l'AIT, en particulier les scissions réformistes de la CNT espagnole. Puisque maintenant la SAC intensifie ses relations internationales, en prenant contact tant avec des sections de l'AIT qu'avec d'autres syndicats indépendants, il faudrait qu'elle fasse preuve d'un peu plus de transparence sur sa pratique et sur ses projets actuels, qu'elle n'essaie plus d'affaiblir l'anarcho-syndicalisme là où il existe et surtout qu'elle cesse de se proposer comme modèle syndical. Elle n'est vraiment pas un exemple à suivre.



Un autre élément est de nature idéologique. Sur le plan de la prospérité économique, de la cogestion et de la solidarité sociale, la société suédoise a sans doute été le plus loin qu'il était possible d'aller dans le cadre capitaliste. Cette situation a entraîné, chez certains, la conviction que de nombreux autres pays allaient connaître la même évolution.

Persuadés d'aller dans le sens de l'histoire, les idéologues de la SAC ont cru bon devoir *se limiter à intervenir utilement dans cette évolution qui favorise nos idées*. Pour eux la tâche de l'anarcho-syndicalisme ne consistait alors plus qu'à *poursuivre, compléter, approfondir et améliorer l'évolution de la société démocratique*.¹³

Et maintenant ?

Les prédictions de la SAC ne se sont pas réalisées, la cogestion ne c'est pas généralisée dans les pays occidentaux. Là où elle existe, elle n'a pas entraîné l'autogestion. Personne n'a jamais vu le pouvoir économique passer progressivement *des actionnaires aux hommes producteurs*. Pourtant la SAC semble conserver encore ce genre

légifère en faveur de la classe ouvrière. *La SAC exige la création de fonds administrés par les travailleurs (...) pour contribuer à la distribution égalitaire des ressources entre différents secteurs, ou entre différentes régions*.¹⁵

Si la SAC a cessé d'être une organisation anarcho-syndicaliste sur le plan de ses relations avec l'Etat, il n'en demeure pas moins qu'une bonne partie de sa propagande se réfère toujours à l'idéal libertaire. Il est possible qu'elle ait en son sein des travailleurs combattifs qui souhaitent pratiquer ou pratiquent l'action directe.

Toutefois on est en droit de se demander si la fameuse caisse de chômage de la SAC n'est pas dans ses petits souliers maintenant que le chômage augmente et que l'Etat annonce la diminution des subventions. Imaginons un instant ce qui se passerait si les membres de la SAC adoptaient une attitude trop contestataire sur leurs lieux de travail et se faisaient massivement licencier! De fait la SAC est l'otage de l'Etat suédois.

Sur le plan international, la SAC a toujours maintenu des relations avec une partie du mouvement libertaire. Elle a toujours soutenu les groupes opposés à

NOTES:

- ¹ Amis de l'AIT, Lausanne, avril 1991.
- ² Chiffres OCDE 1988.
- ³ G. Martinet, *Sept syndicalismes*, Seuil, 1979.
- ⁴ Ibid.
- ⁵ Le Monde 14.9.91
- ⁶ Charles Léger, *la démocratie industrielle et les comités d'entreprise en Suède*, Paris, A. Colin, 1950.
- ⁷ Cité par Evert Arvidsson, *Le syndicalisme libertaire et la «welfare state» (l'expérience suédoise)*, édition de l'Union des syndicalistes et de la CILO. L'auteur est le directeur de «Arbetaren» l'organe de la SAC. La publication n'est pas datée, mais elle a dû être publiée autour de 1960.
- ⁸ Hebert Anckar, secrétaire général de la SAC, in: *Informations* publiées par SAC - Syndicalistes libertaires, déc. 1955.
- ⁹ Evert Arvidsson, op. cit.
- ¹⁰ Service de presse de l'AIT n° 9 mars-avril 1955, la traduction du texte écrit en Espagnol est de nous.
- ¹¹ Interview de Jan Myrdal par Guy de Framond in *Suède: la réforme permanente*, Paris, Stock, 1977.
- ¹² Evert Arvidsson, op. cit.
- ¹³ Ibid.
- ¹⁴ Un sindicato combativo e independiente SAC sindicalistas revolucionarios, stockholm, 1987.
- ¹⁵ Ibid.

Eté 91

Journal de vacances

L'article qui suit relate un petit périple réalisé par des copains en France et en Espagne. A se propos il est peut-être utile de rappeler que nous nous intéressons depuis plusieurs années aux divergences qui existent au sein du mouvement libertaire espagnol¹. Pour résumer la situation actuelle on peut dire que la tentative d'institutionnaliser le mouvement mise en oeuvre par les dirigeants de la CGT est en passe d'être mise en échec par nos copains de la CNT-AIT partisans d'un syndicalisme anti-capitaliste, indépendant de l'Etat et des partis

Les voyages forment la jeunesse dit-on. Pour ne pas bronzer idiots, nous avons mis à profit une partie de nos vacances pour resserrer les contacts qui nous lient à d'autres copains de l'AIT.

Passage par Limoux d'abord, au camping de la CNT française où entre discussions informelles et débats organisés nous avons pu mesurer la vitalité de l'anarcho-syndicalisme français. Il est impossible de résumer toutes les informations recueillies. Signalons pourtant les intéressantes expériences de journaux locaux qui se multiplient actuellement. Les copains de Bordeaux et Toulouse qui ont la plus longue expérience dans ce domaine, soulignaient qu'une feuille régionale est à moyen terme un excellent outil de mobilisation. Un sérieux encouragement pour les débutants que nous sommes. Nous avons été impressionnés aussi par les actions menées par certains copains chômeurs, précaires, RMistes auprès des bureaux de l'ANPE et dans la rue. Un syndicalisme qui est capable d'organiser ceux que le capital marginalise à l'avenir devant lui!

Ne nous berçons pas d'illusions pourtant, la crise du mouvement ouvrier est profonde, elle n'épargne pas les anarcho-syndicalistes. Nous avons pu nous en rendre compte en passant les Pyrénées. Barcelone la libertaire de l'après-franquisme est aujourd'hui capitale du rêve, des paradis artificiels, et des illusions perdues. Dans les couloirs du métro les diseurs de bonne aventure avec tarots et boules de cristal ont pris la place qu'occupait alors la presse militante.

Nos copains sont toujours là, enracinés dans les vieilles pierres de la ville. A la période d'enthousiasme de l'après-franquisme, a suivi celle des remises en questions et des trahisons. Reconstruire toujours, se maintenir, même dans une ville livrée à la prospérité artificielle des veilles d'olympiades...

Celui qui désire prendre le pouls de l'anarcho-syndicalisme espagnol de-

vrait aujourd'hui éviter les grands centres historiques du mouvement. La «reconquête» se fait surtout par le nord (Pays Basque, Asturies, Galice, ...) et par le sud (Andalousie, Extramadoure).

Nous avons poursuivi notre petit périple sur le terrain dévasté par le «réformisme libertaire» de la CGT.

Valence, 1er août. Autour d'une paella de bienvenue, nous avons discuté avec Vicente, le secrétaire du comité national de la CNT-AIT. Face aux difficultés de tous ordres et à l'ampleur de la tâche Vicente et ceux qui l'entourent sont des optimistes forcenés, mais la situation n'est pas facile. Il y a des luttes, c'est vrai. Mais avec le chômage, les nouveaux contrats qui sont presque toujours temporaires, les travailleurs ont bien de la peine à se défendre. Quand on offre plusieurs millions de pesetas par tête aux travailleurs pour qu'ils acceptent la reconversion dans les mines ou ailleurs, comment faire du syndicalisme nous demande Vicente?

Quelque chose est pourri dans le royaume d'Espagne

A propos d'argent, nous avons découvert qu'en Espagne, l'Etat est particulièrement généreux avec ses interlocuteurs. Les subventions se ramassent à la pelle...

La classe politique espagnole est particulièrement généreuse... avec elle-même! Le gouvernement a offert 8,7 milliards et quelque de pesetas aux partis politiques pour 1991. Sur cette somme le parti socialiste au pouvoir s'en octroie 3'463'400'000². On n'est jamais si bien servi que par soi-même. Les syndicats institutionnels reçoivent aussi bien sûr. Nous ne disposons pas des chiffres nationaux, mais les copains nous ont montré, à titre d'exemple, un document émanant des autorités régionales³.

La «Generalitat Valenciana» (gouvernement régional) offre une subvention de 7721 pesetas par élu aux syndicats

qui participent aux élections professionnelles. La CGT a touché autour d'un million en 1990, pour 140 délégués. Pour Valence qui fut paraît-il son bastion, c'est une vraie misère, elle n'occupe que la 6ème place derrière l'UGT (socialiste) 75'459'412 pesetas (pour 9773 délégués), les CCOO 57'638'853 pesetas (7465 délégués) et quelques autres syndicats comme la CTI (droite) et USO (chrétien).

Est-ce que cela valait vraiment la peine de casser l'anarcho-syndicalisme pour ce lamentable résultat?

Pour bénéficier du fructueux arrosage de la magne étatique, il n'est pas toujours nécessaire d'être «représentatif». Il vaut mieux être bien assis quand on feuillette le bulletin officiel de l'Etat⁴. Parmi les associations juvéniles et les «entités prestataires de services à la jeunesse» généreusement subventionnées nous retrouvons bien sûr nos gais compères libertaires nouvelle formule. La fondation «Francisco Ferrer» touche au total 8'500'000 pesetas. A ses côtés on trouve aussi les jeunesse communistes marxistes-léninistes, les jeunesse communistes révolutionnaires etc. Est-il bien normal que l'Etat entretienne ceux qui prétendent l'abatre?...

Au moment où nous apprêtons à quitter le local de la CNT de Valence nous croisons une petite troupe d'indiens métropolitains, ce sont les jeunes animateurs de la radio libertaire locale. Ils ont choisi eux de partager les pénates de la CNT-AIT et s'en portent fort bien, merci.

Une autre escale

Ce type de regroupement (syndicats CNT et jeunes libertaires) nous avons pu l'observer à divers endroits. Par exemple dans cette ville moyenne du nord où nous avons fait escale. Le local occupe le rez-de-chaussée d'une petite maison moyenâgeuse construite à même les murailles de la vieille ville.

Là aussi les jeunes ont leur petit local, dont le gai désordre contraste avec la salle parfaitement aménagée du syndicat dans laquelle nous entrons. Une imposante bibliothèque couvre les parois récemment blanchie de cette pièce. En ce début du mois d'août, il n'y a pas de réunion prévue, mais une demi-douzaine de copains CNT sont là. Ils ont tous la trentaine ou moins. Un copain camionneur raconte les problèmes de sa boîte: les cadres ont touché il y a quelque mois une augmentation correspondant au taux d'inflation. Le patronat vient d'octroyer 5000 pesetas aux travailleurs, soit nettement moins que ce à quoi ils auraient droit. Pourtant personne ne veut rien faire. Les gars se contentent de ça, ils se disent que c'est

mieux que rien. Je crois qu'il aurait fallu que le patron baisse nos salaires de 5000 pesetas pour qu'ils se bougent dit-il d'un air désabusé. La discussion porte ensuite sur les comités d'entreprise qui signent des conventions collectives lamentable, allant à l'encontre de la volonté manifestée par les assemblées de travailleurs, le cas de Fasa Renault (voir encadré), entre autre, est évoqué. Le sentiment qui prévaut c'est que le syndicalisme à tant perdu de son prestige qu'il est bien difficile maintenant de réorganiser les travailleurs. Pourtant les succès rencontrés par les copains dans des actions de propagande, l'intérêt manifesté pour les idées libertaires de la part d'un public toujours aussi large les renforcent dans leur dé-

termination.

Une copine donne l'exemple de la «movida» de Saragosse où les libertaires sont actifs sur les terrains les plus divers (occupations, anti-militarisme, anti-cléricalisme, féminisme...).

Ces témoignages, mais aussi la simple observation du spectacle de la rue ou l'arrogance des jeunes loups et des vieux requins contraste avec la misère qui s'enracine et la pauvreté digne du plus grand nombre, nous confirment que le minimalisme ne peut constituer une alternative. Etre libertaire c'est refuser la logique d'une soi-disant modernité qui couvre et dissimule les problèmes de toujours.

Olympiades, commémoration de la soi-disant découverte de l'Amérique (pre-

mier génocide de l'histoire), l'année qui vient sera sera celle de l'éblouissement renforcé et de la prospérité artificielle. Après on pourra toujours manger des briques, disent les copains, ou les lancer à la tête de certains.

Bonnie & Clyde

Fasa Renault un cas d'espèce

Cet article est une libre traduction de l'information donnée dans «CNT» de septembre 1991 par la section syndicale CNT-AIT de l'usine Fasa-Renault de Séville. L'expérience vécue par les travailleurs de cette firme, lors de la dernière convention collective, montre comment un certain modèle syndical, celui des comités d'entreprises élus tous les quatre ans, ne peut mener qu'à la division et à l'affaiblissement des travailleurs.

La section syndicale de CNT chez Fasa-Renault (Séville) constituée légalement depuis le début de cette année veut faire connaître le processus de convention collective de son entreprise. La plate-forme, comme dans beaucoup d'autres entreprises a été rédigée par les syndicats représentés dans la commission de négociation, soit dans notre cas: 5 représentants d'UGT, 4 de CCOO, 2 de CGT et 1 de la maîtrise, ceci sans tenir compte de l'opinion des travailleurs. Comme toujours ils ont demandé ce qu'ils sont incapables de défendre: 9% d'augmentation, 2 jours de vacances en plus, suppression des heures supplémentaires, 100% du salaire en cas d'hospitalisation, participation des syndicats au conseil d'administration, etc. L'entreprise comme toujours a répondu en offrant un minimum, soit 2,5% d'augmentation seulement. Bien que l'entreprise se moque d'eux, les syndicats ne convoquent pas de grève avant le mois de mai. Puis ils organisent des arrêts de travail les 4 dernières heures du lundi et du vendredi, soit lorsque l'activité est la plus faible, ce qui est profitable à l'entreprise!

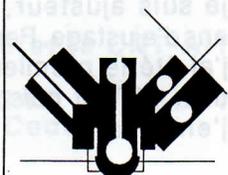
CNT à Séville propose de faire grève en alternant les jours, en choisissant ceux où la production est la plus importante (mardi et jeudi) et en arrêtant une usine chaque fois. (il y a 5 usines). L'idée c'était de rompre le rythme de production, l'entreprise travaillant sans stock. Cette méthode fut vite comprise par les travailleurs, sauf par les délégués permanents. Ceux-ci décidèrent de baisser leurs prétention à un «minimum» 7% et au 100% du salaire en cas d'hospitalisation.

A fin juin il était établi qu'il y aurait deux séries de 3 jours de grève. Après les trois premiers jours l'entreprise offrait déjà 5,3% et un jour de vacances à fonds perdu. La grève a été suivie par près de 100% des effectifs, même si à aucun moment les travailleurs n'avaient été consultés. De plus il y avait une ambiance euphorique dans laquelle nous étions disposés à lutter pour ce «minimum» même si nous savions que c'était peu de chose.

Alors que l'entreprise était encore loin d'accepter la demande des syndicats (7%, etc.) et que les travailleurs étaient disposés à faire les arrêts de travail prévus, les syndicats annulent la convocation de grève et organisent un référendum pour que les travailleurs décident s'ils acceptent l'offre de l'entreprise (5,3% et un jour de vacances). Les travailleurs se sentant une fois encore trompés par les syndicats les traitent de tout, même de traîtres, certains quittent UGT et CCOO. Le 27 juin était le jour du référendum, mais le 26 la CGT décide de signer seule la convention collective, sans attendre l'avis des travailleurs. UGT signe aussi, mais pas les CCOO dont la ligne habituelle est le double langage. Cette centrale ayant été d'accord d'annuler la grève et pour le référendum. CNT pour sa part s'était prononcée contre le référendum et pour poursuivre avec les grèves prévues. Nous pensions que de ne pas le faire c'était céder face à l'entreprise. Dans cette affaire la CGT c'est clairement située dans le cadre du syndicalisme vertical que pratiquent les CCOO et l'UGT.

Comme section de CNT nous avons dit, tant en assemblée que dans nos écrits, que l'unité des travailleurs se construit dans les assemblées et non dans les bureaux. Une fois de plus il a été démontré que ceux d'en haut se vendent au plus offrant et que les travailleurs ne sont qu'un tremplin pour leur carrière politique.

Section syndicale de CNT
Fasa-Renault (Seville)



NOTES:

¹ Publication d'une brochure «Où va la CNT?», 1988, et de plusieurs articles dans la presse libertaire française sur ce thème..

² «Las Provincias», 23.7.91.

³ «DOVG» No 1.401, 1990.

⁴ No 134, 5.6.91.

FRANCE

BAGNE PEUGEOT

La barbarie capitaliste au quotidien

Au centre des HLM du pays de Montbéliard se dresse le poumon de la région: Peugeot. Peugeot, immense usine qui dévore chaque jour des milliers de prolétaires pour vomir des voitures, Peugeot présent dans tous les aspects de la vie montbéliardaise, de sa voie ferrée privée à la neige artificielle qui tombe en hiver, de l'agence de voyage de Peugeot à Louis Souvent, maire de Montbéliard et ancien directeur du personnel chez Peugeot, en passant par le club de foot aux couleurs de Peugeot.

Peugeot, c'est aussi et surtout ces milliers d'ouvriers qui sacrifient chaque jour huit heures de leur vie, plus le temps des transports (certains ouvriers doivent prendre le bus à 4 heures du matin pour travailler à 5 heures), huit heures enchaînés à la machine dans l'enfer de cette usine cannibale que les travailleurs appellent «le bagne». Christian enchaîné parmi tant d'autres depuis 6 ans, entré chez Peugeot à 18 ans témoigne:

«Ils ont bouffé mes mains. Tu vois ce qui est dur c'est d'avoir un métier dans les mains. J'ai mal aux mains. Moi, je suis ajusteur, j'ai fait trois ans d'ajustage. Pendant trois ans j'ai été le premier à l'école de mon CET et puis qu'est-ce que j'en ai fait?

Au bout de cinq ans, je ne peux plus me servir de mes mains. J'ai mal aux mains. J'ai un doigt, le gros, j'ai du mal à le bouger. J'ai du mal à toucher Dominique le soir, ça me fait mal aux mains. La gamine quand je la change, je ne peux pas lui dégrafer ses

peine m'en servir. C'est tout ça, tu vois t'as du mal à écrire.

J'ai de plus en plus de mal à m'exprimer. Ça aussi c'est la chaîne. Quand t'as pas parlé pendant 9 heures, t'as tellement de choses à dire que t'arrives plus à les dire, que les mots, ils arrivent tous ensemble dans la bouche et ceux qui t'énervent le plus, c'est les types qui parlent de la chaîne et puis qui ne comprendront jamais que tout ce que l'on peut en dire, que toutes les améliorations qu'on peut lui apporter, c'est une chose, mais que le travail reste. C'est dur la chaîne. Moi, maintenant, je ne peux plus y aller. J'ai la trouille d'y aller. La peur qu'ils me mutilent encore davantage, la peur que je ne puisse plus parler un jour, que je devienne muet.

De plus, Calvet considère ceux qu'il exploite comme «ses salariés», la direction veut uniformiser le comportement de chacun. Ainsi, les travailleurs du nouvel atelier de montage (RAMS) ont le droit à une charte qui donne les dix com-

mandements de la direction. On peut y lire «J'entretiens de bonnes relations avec ma hiérarchie», «je suis disponible et je m'organise en conséquence», «je fais des efforts pour être mobile» ou «à l'extérieur, je



boutons. Tu sais t'as envie de pleurer dans ces moments-là. Ils ont bouffé mes mains.

J'ai envie de faire des tas de choses. Et puis, je me vois maintenant avec un marteau, je sais à

contribue à la bonne image de marque de l'entreprise».

La patronat Peugeot pourrait faire écrire sur les portières de son baignoire salarial la devise suivante «soit exploité et tait-toi!». Et gare à celui qui ne se tait pas, il peut être trotskiste, communiste ou libertaire, le patronat et ses petits chefs feront tout pour le briser. Que l'on défende un peu trop sa classe et on n'a jamais une augmentation, on doit subir l'acharnement de la direction, on peut être envoyé dans les ateliers les plus durs.

L'acharnement de la direction peut aller très loin, jusqu'à la mort comme Philippe Marchaux, militant de la ligue, qui est mort en 1979, qui s'est suicidé parce qu'il ne pouvait plus supporter les sanctions et les mises à pied. Le lendemain du suicide, le contremaître a déclaré «l'emmerdeur est mort».

Chez Peugeot, on trouve aussi toujours un moyen de mettre à la porte un ouvrier trop révolté. Le 23 juillet 1979, James Schenkel est licencié pour menaces de mort envers un chef d'équipe bien qu'il fut prouvé à travers une trentaine de témoignages qu'il n'avait jamais prononcé la moindre menace. En 1989, la direction met Denis Carrat à la porte pour un mot de trop. En 1990, c'est André Falot, ouvrier actif pendant la grève de 1989, qui est victime de la «justice» Peugeot.

Chez Peugeot, on licencie, on humilie, on diminue l'ouvrier. La vie et la dignité humaine ne vaut pas chère sous la dictature de l'économie.

Marcel Durant, ouvrier chez Peugeot, témoigne du mépris de la vie humaine dans le royaume des profits:

«J'ai un copain qui a crevé à coté de moi, comme ça. qui est mort quoi! c'est... tu te serres, tu pleures... tout le temps envie de chialer... tu as envie de te révolter, tu as envie de prendre

un flingue... un mec qu'été jeune, tu vois et puis un jour... (...) le mec travaillait à côté de moi, il m'a dit: «le toubib m'a dit de travailler en normal parce que mon cœur déconne.» Il avait vingt neuf ans, et puis le chef lui a dit qu'il n'y avait pas de place pour lui en normal

(...) et le lendemain il est venu au boulot à quatre heures du matin comme tout le monde et puis il est mort... putain! ça fait chier ce jour-là tu sais... tu crèves... (...) et puis tu as peur que ça t'arrive un jour... tu te dis: «si ça m'arrive à moi? si ça m'arrive?»... tu t'imagines?... le genre de violence dont personne ne veut parler! C'est con parce que moi, je suis sentimental, je n'arrive pas à parler de ça alors je le garde... je chiale... qu'est-ce que je peux faire?... tu comprends, un peu (...) ...vraiment tu peux pas t'imaginer... tu es là... tu es au

bord de la chaîne et le mec, il est mort... tu te bagarres avec le contremaître: pour pas qu'il remette la chaîne en route tant que le mec n'est pas dégagé.(...)

J'étais à côté et le patron n'ose même aller voir sa bonne femme, au mec... alors c'est toi qui est obligé d'y aller! (...)

Tous les matins tu as peur de crever dans cette boîte, tu vois... et ça c'est la peur d'y aller... J'ai la trouille d'y aller tous les matins... je me lève et je me dit «merde! si je crève, qu'est-ce qu'ils vont faire? tu crois qu'ils connaissent mon numéro de téléphone? tu crois qu'ils laisseront les chaînes tourner? tu crois qu'ils feront ça?»

L'oppression chez Peugeot c'est ça, mais pas seulement. C'est aussi le bruit permanent, les porteurs de cravate payés pour ficher les ouvriers, les caméras à chaque portière, ...

La barbarie capitaliste ce n'est pas seulement les guerres impérialistes, les dictatures et les famines qui en sont la pire forme, mais aussi la vie quotidienne de millions d'individus, enchaînés à la machine, cette classe qui à entendre les discours sociaux-démocrates n'existe plus mais n'en souffre pas moins: la classe ouvrière.

Pascal (CNT Doubs)

Article repris du «Combat syndicaliste», No 113, Jul 91.

Pour contacter la CNT-AIT du Doubs:
CNT-BP 343 - 25207
Montbeliard Cedex



ITALIE: LE MOUVEMENT CONTRE LA GUERRE

Nous publions ici une analyse du mouvement anti-guerre en Italie.

Ce texte est partie intégrante d'un «Dossiers Discussions» sur la guerre au Moyen Orient, à paraître dans le premier numéro de «Quand même», Bulletin du Cercle Berneri, que l'on peut contacter en écrivant à :

«CERCLE BERNERI» c/o CNT,
33 RUE DES VIGNOLES,
75020 PARIS.

Les Italiens, à la différence des Français, des Anglais, des Américains etc. n'ont participé à aucune guerre dans le monde au cours de ce qui s'appelle précisément l'après-guerre.

De là le caractère avant tout bureaucratique et parasitaire de l'armée, l'absence de culture belliciste, et la persistance d'une perception de soi comme peuple pacifique.

On pourrait remonter à la présence de cultures universalistes comme la culture catholique et, pour ce qu'il en reste, la culture communiste, ou typiquement localistes, qui trouvent leur forme moderne dans le phénomène des ligues mais qui sont sensiblement plus répandues et plus enracinées.

On pourrait enfin rappeler que la seule tentative de construire une identité nationale agressive a été celle du fascisme, avec ses traits d'artificialité et de ridicule notoires, et le discrédit que l'assimilation au fascisme fait porter au nationalisme.

La construction d'une identité belliciste de la nation était donc difficile,

sinon impossible.

Le seul point d'appui, assez faible somme toute, était le phénomène récent d'identification du pays à l'équipe nationale de football, qui a rempli l'Italie de drapeaux tricolores.

Dans les faits, le parti de la guerre a plus tablé sur un occidentalisme assez vague que sur un nationalisme musclé (défense du droit international, question du pétrole, fidélité aux alliances). Le peu d'importance de l'engagement italien ne rendait d'ailleurs pas nécessaire une identification active dans la guerre mais réclamait tout au plus la neutralisation d'un parti de la paix majoritaire mais inerte (comme d'habitude). La précipitation à stocker des vivres lors des premiers jours de guerre est un indice du fait qu'une vision archaïque de la guerre modelée sur les années quarante persiste dans le corps profond de la société.

Une fois la guerre commencée, le parti de la guerre s'est renforcé. Différents facteurs l'ont favorisé. En voici quelques uns:

— La guerre, perçue comme événement irréversible, avec lequel il faut en finir rapidement à travers la victoire. La guerre considérée donc comme passage vers la paix, en raison de quoi une guerre menée énergiquement et donc brève est préférable à une guerre limitée et donc longue.

La fascination exercée par la technologie. Cette guerre a séduit: au fond ce n'était pas une vraie guerre, il n'y avait pas de morts (de notre côté ou, en tout



cas, visibles), c'était une opération chirurgicale.

—Le contrôle exercé sur les médias, largement en faveur du parti de la guerre (toute la presse «indépendante», deux des trois télévisions d'Etat et le réseau Berlusconi), a permis de matraquer les «pacifistes».

—En outre, le parti de la paix n'avait pas de proposition crédible à faire sur le plan politique et devait se contenter de dénoncer les connivences antérieures entre le front belliciste et le régime irakien; il devait, en d'autres termes, demander de faire une réflexion sur le passé à une opinion publique qui réclame non pas des réflexions mais des émotions, non pas de l'histoire mais de l'actualité, etc. Ce n'est pas par hasard que le parti de la guerre a mis de son côté, même si c'est superficiellement, la majorité des couches les moins cultivées de la population.

Sur la question des alliances, il n'y a

pas grand-chose à dire. Laïcs et socialistes ont joué le rôle d'avant-garde du parti de la guerre, les démocrates-chrétiens ont suivi, gardant un œil sur les Etats-Unis et un autre sur le Vatican, donc avec la prudence indispensable.

PDS (ex PCI), catholiques de gauche et catholiques-populaires ont constitué le nerf du parti de la paix. L'hégémonie culturelle catholico-pacifiste était indiscutable.

Il faut tenir compte du fait que la scission entre PDS et Rifondazione Comunista était en train de se faire et que, si la «lutte pour la paix» représentait aussi un frein à la scission (au moins dans les intentions du groupe dirigeant), celle-ci suivait son cours et absorbait les énergies.

Le «mouvement pacifiste» était le seul moyen de se dire dans l'opposition, mais c'était là sa limite. Les grèves de base de la mi-janvier, fortes à Milan, Florence, etc. ne se sont pas étendues et

l'on s'est du coup replié sur une série d'initiatives louables à mi-chemin entre le culturel et le folklorique.

La grève du 22 février à l'initiative des cobas n'a pas relancé la situation mais plutôt sauvé l'honneur.

En réalité, il me semble que le rapport guerre/répercussions sur la vie des gens n'est pas du tout entré dans le sens commun, mais qu'il est resté le patrimoine de minorités.

A la fin de la guerre, tout semble déjà digéré.

Cosimo

28 mars 1991.

Article tiré du «Combat syndicaliste»
No 114, juillet-août 91



Association Internationale des Travailleurs

— Secrétariat

Postfach 10 12 23 D - 5000 Köln

Fax +49.221.51.01007

Prochain congrès: avril 1992

Nous avons besoin de votre soutien! Abonnez-vous!

Faites connaître l'Affranchi autour de vous!

ESPAGNE

La fédération locale de la CNT-AIT de Jerez de la Frontera (Cadix - Espagne) fait savoir que les travailleurs auxiliaires de l'entreprise viticole GONZALEZ BYASS sont en grève.

Leur mouvement est dû au non-respect de la répartition du travail prévue par la convention collective. L'entreprise qui soustrait une grande partie du travail, prive ses travailleurs précaires de leur gagne-pain.

Faisons aux vins et brandys GONZALEZ BYASS la publicité qu'ils méritent.

Autour du thème de l'école, le CIRA organise:

Dimanche 27 octobre 1991 à 16 h.

Les écoles Ferrer au Brésil, 1912 - 1920,
présentation et débat

Mercredi 30 octobre à 20 h.

Projections vidéo

Dimanche 3 novembre à 16 h.

L'école aujourd'hui, discussion

Du 27 octobre au 3 novembre, tous les jours de 16 à 19 h.

exposition d'ouvrages sur l'éducation libertaire.

Bibliothèque du CIRA

Av. Beaumont 24 (derrière le CHUV)
Lausanne

Solidarité Amérique Latine

Création d'un groupe anarchiste à Medellin - Colombie
Ces compagnons éditent un bulletin libertaire
"Caminos" qu'ils essaient de faire devenir mensuel.

Il faut à tout prix appuyer cette initiative car Caminos est actuellement le seul instrument de propagande libertaire en Colombie. Nous pouvons les aider en leur envoyant des livres et journaux (en espagnol ou anglais) ou de l'argent pour qu'ils s'achètent du matériel d'imprimerie

Vous pouvez passer par Solderité Amérique Latine
SAL C/o CDESI, 102, rue d'Alembert
F - 38000 Grenoble

Ou contacter directement X. Walter Alonso AA 54839
Medellin Colombie

SOMMAIRE

Editorial

page 2 - 3

**U.R.S.S Mort du
communisme ?**

pages 4 - 5

Suisse: quoi de neuf?

pages 6 - 8

**Transports publics
lausannois ...**

page 9

Syndicalisme libertaire

**La fin du modèle
suédois**

pages 10 - 13

Espagne Eté 91

pages 14 - 15

**Bagne Peugeot la
barbarie au quotidien !**

pages 16 - 17

**Italie: le mouvement
contre la guerre**

pages 18 - 19